

Accord collectif

**RETRAITE
ÉVOLUTION DU RÉGIME CCPMA**

ACCORD DU 22 JANVIER 2008
RELATIF À L'ÉVOLUTION DU RÉGIME CCPMA RETRAITE
NOR : AGRS0897076M

Entre :

La fédération nationale du Crédit agricole ;
Coop de France ;
La fédération nationale des employeurs de la mutualité sociale agricole ;
La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;
L'unité de développement social GROUPAMA,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;
La fédération de l'agriculture CFTC ;
La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;
Le syndicat national de l'entreprise Crédit agricole CFE-CGC ;
La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT ;
La fédération générale des travailleurs agricoles de l'alimentation et des
secteurs connexes (FGTA) FO ;
La fédération des employés et cadres FO ;
L'union nationale des syndicats autonomes, agriculture agroalimentaire
(UNSA-AA) ;
La fédération nationale des cadres dirigeants (FNCD),

D'autre part,

Considérant que la caisse centrale de prévoyance mutuelle agricole, créée en 1938 sous l'égide de la mutualité agricole, a été transformée à compter du 1^{er} janvier 1994 en institution de retraite complémentaire devenue CCPMA Retraite, sa section prévoyance ayant été transférée à une institution créée à cet effet ;

Considérant l'accord des partenaires sociaux du 31 janvier 1996, décidant de l'intégration des opérations de retraite complémentaire des salariés des organismes professionnels agricoles, à compter du 1^{er} janvier 1997, à la solidarité interprofessionnelle organisée au sein de l'ARRCO et de l'AGIRC ;

Considérant le protocole d'accord du 31 janvier 1996, prévoyant les modalités de maintien des opérations de retraite acquises antérieurement au 1^{er} janvier 1997 par les anciens affiliés et les retraités de CCPMA Retraite ;

Considérant la délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 1996 approuvant la transformation de CCPMA Retraite, à effet du 1^{er} janvier 1997, en une institution de retraite supplémentaire régie par les articles L. 941-1-II et suivants du code de la sécurité sociale, afin de gérer les droits acquis antérieurement au 1^{er} janvier 1997 ;

Rappelant que les institutions de retraite supplémentaire ont pour caractéristique de gérer leurs engagements sans constitution de capitaux de couverture, à la différence des institutions de prévoyance qui ne peuvent accorder que des avantages déterminés et provisionnés ;

Vu l'article L. 941-1 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, par lequel le législateur a souhaité soumettre les institutions de retraite supplémentaire à une obligation de provisionnement intégral des droits à payer, afin de s'assurer de leur capacité à garantir les versements à leurs ressortissants,

il est préalablement exposé ce qui suit :

L'article L. 941-1 du code de la sécurité sociale susvisé a ainsi ordonné la transformation des institutions de retraite supplémentaire avant le 31 décembre 2008, soit par la transformation en institution de prévoyance, soit par la fusion avec une institution de prévoyance, soit par la transformation en institution de gestion de retraite supplémentaire.

Les partenaires sociaux signataires du présent accord ont décidé d'organiser la fusion de CCPMA Retraite avec CCPMA Prévoyance, qui sera chargée d'assurer les engagements.

C'est dans ces conditions que doit s'organiser la modification du régime de manière à en extraire tous les paramètres aléatoires ou tous les engagements impossibles à mesurer.

En conséquence de quoi, les partenaires sociaux signataires des accords du 31 janvier 1996 se sont rapprochés pour conclure le présent accord.

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet d'adapter le régime de CCPMA Retraite aux nouvelles obligations légales, susvisées dans le préambule.

Il se substitue par conséquent aux dispositions du protocole d'accord du 31 janvier 1996 visant le régime CCPMA Retraite, encore en vigueur au jour de la signature du présent accord.

Le nouveau régime a pour objet exclusif de verser, aux anciens affiliés et aux retraités de CCPMA Retraite ainsi qu'à leurs ayants droit respectifs, une rente qui viendra s'ajouter aux droits ARRCO et, le cas échéant, AGIRC, si les droits CCPMA s'avèrent supérieurs, pour la même période.

Article 2

Modalités du calcul de la rente

Pour tous les retraités dont la retraite a été liquidée depuis le 1^{er} janvier 1997, ainsi que pour les futurs retraités, la rente sera calculée, à compter du 1^{er} janvier 2009, sur la base d'un taux de rente de 1,40 % sur la tranche A et de 2 % sur la tranche B.

Ainsi, le montant de la rente sera égal :

- à 1,40 % de la fraction du traitement annuel moyen inférieure ou égale au plafond des assurances sociales, multiplié par le nombre d'années de service validées sur la tranche A du traitement de base ;
- et à 2 % de la fraction du traitement annuel moyen supérieure au plafond des assurances sociales, multiplié par le nombre d'années de service validées sur la tranche B (part comprise entre le plafond des assurances sociales et 20 000 fois le salaire de référence).

Le traitement annuel moyen susvisé est déterminé à partir des traitements ayant donné lieu à cotisations au cours des 60 derniers trimestres civils complets d'activité, continue ou non, relevant de la CCPMA Retraite.

Lorsque la période de référence est inférieure à 60 trimestres, le traitement annuel moyen est déterminé à partir des traitements ayant donné lieu à cotisations, au cours de la période d'affiliation.

Le régime CCPMA Retraite sert la fraction des droits retraite, constitués auprès de celui-ci, antérieurement au 1^{er} janvier 1997, non pris en charge par l'ARRCO et, le cas échéant, l'AGIRC.

Les modalités de calcul de la rente sont précisées dans le règlement du nouveau régime.

Article 3

Calcul et évolution de la rente

Dans le cadre de la transformation du régime, les règles de gestion doivent conduire à la sécurisation des droits, conformément à la loi.

1. Pour les retraités dont la liquidation interviendra
à compter du 1^{er} janvier 2009

Le calcul de la détermination de la rente s'effectuera en retenant définitivement les règles de liquidation ARRCO, et éventuellement AGIRC, applicables au 1^{er} avril 2008.

Par la suite, la rente évoluera de manière dégressive en tenant compte d'une réévaluation annuelle des droits ARRCO et AGIRC, définitivement figée au taux de 1,50 %.

Cette réévaluation interviendra au 1^{er} avril de chaque année.

2. Pour les retraités dont la liquidation est intervenue
avant le 1^{er} janvier 2009

Le montant de la rente évoluera de manière dégressive en tenant compte d'une réévaluation annuelle des droits ARRCO, et éventuellement AGIRC, définitivement figée au taux de 1,50 %.

Cette réévaluation interviendra au 1^{er} avril de chaque année.

Article 4

Gestion du régime

A compter du 1^{er} janvier 2009, les partenaires sociaux décident, comme convenu au préambule du présent accord, que le nouveau régime sera géré

au sein de CCPMA Prévoyance, institution de prévoyance créée le 1^{er} janvier 1994, et régie par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale et, d'une manière générale, par tous les textes législatifs ou réglementaires applicables aux institutions de prévoyance.

Ce régime fera l'objet d'un cantonnement comptable et financier au sein de CCPMA Prévoyance.

Un bilan et un compte de résultat spécifiques seront établis à chaque arrêté de compte.

Les dispositions concernant le fonctionnement et la gestion du présent régime seront arrêtées par le conseil d'administration de CCPMA Prévoyance, notamment dans le cadre d'un règlement qui mettra en application les dispositions contenues dans le présent accord.

Article 5

Cotisation de maintien de droits

Conformément à l'article 1^{er} du protocole d'accord du 31 janvier 1996, les employeurs des collectivités adhérentes de CCPMA Retraite au 31 décembre 1996 doivent acquitter une cotisation affectée au maintien des droits des anciens affiliés et des retraités de la CCPMA Retraite.

Le taux de cette cotisation est fixée à :

- 0,10 % sur la tranche A des non-cadres et cadres affiliés à l'ARRCO ;
- 0,10 % sur la tranche B des non-cadres affiliés à l'ARRCO ;
- 0,10 % sur la tranche B des cadres affiliés à l'AGIRC.

Le montant et la répartition du taux font l'objet d'un examen, en tant que de besoin, par les partenaires sociaux. A la date d'application du présent accord, les partenaires sociaux décident d'affecter cette cotisation, exclusivement à la charge des employeurs.

Article 6

Date d'application

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet le 1^{er} janvier 2009.

Il pourra être modifié par les partenaires sociaux selon le dispositif prévu à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la périodicité du réexamen ne pouvant excéder 5 ans.

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord conformément aux dispositions de l'article L. 727-3 du code rural.

Fait à Paris, le 22 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)